

Le RFD fait le bilan

Le Secrétaire général du Rassemblement des Forces Démocratiques (RFD), Ahmed Ould Daddah, a procédé à faire un bilan de trois mois de transition en Mauritanie. C'était au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue vendredi dernier. Un bilan qu'il juge globalement "positif" en comparaison avec la situation "de blocage politique" et les nombreuses "violations et atteintes aux libertés collectives et individuelles" constatées sous le régime de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya. Le Premier responsable du RFD a aussi exprimé la satisfaction de sa formation par rapport à la bonne tenue des journées nationales de concertation entre les nouvelles autorités, la classe politique et les représentants des organisations de la société civile, qui ont tenu leurs assises du 25 au 29 octobre dernier.

Ould Daddah a également noté une plus grande liberté de la presse sous le règne du CMJD du colonel Ely Ould Mohamed Vall et "une conformité générale entre les orientations de la transition et les aspirations du RFD et du peuple mauritanien".

A côté de ces satisfactions, des ombres ont aussi été relevées au registre "des revendications non satisfaites" du RFD, notamment le retour des déportés, le règlement du passif humanitaire, la libération des 21 détenus "salafistes", une lenteur du mouvement de changement notamment au niveau de l'administration territoriale et des directions des grandes entreprises publiques nationales.

La solution de ces problèmes hérités du régime renversé le 12 août 2005 et la libération des 21 "salafistes" détenus à titre préventif depuis plusieurs mois à la maison d'arrêt centrale de Nouakchott "est une nécessité qui va dans le sens de la réconciliation entre tous les mauritaniens et de l'unité nationale", estime le SG du RFD, qui précise que sa formation avait insisté sur ces points en direction de l'organisation des journées de concertation, mais que les nouvelles autorités gardent encore le silence par rapport à ces importantes dossiers. La question non résolue du passif humanitaire réunit tous les ingrédients d'une instabilité certaine pour le pouvoir qui sera issu de l'élection présidentielle du 27 mars 2005.

Ainsi, dans la perspective des journées de concertations passées, le RFD, l'APP et l'UFP avaient créé un cadre informel de concertation pour s'accorder sur un certain nombre de questions parmi lesquelles justement celle des réfugiés.

Le double candidat malheureux aux élections présidentielles de 1992 et 2003 a également saisi l'occasion de sa rencontre avec la presse pour répondre à certains détracteurs de sa formation, notamment ceux qui lui reprochent d'épouser systématiquement les vues et positions des mili-

taires du CMJD et du gouvernement de transition. "Si ces orientations sont conformes à celles de notre parti, nous le faisons savoir", ce qui est une règle admise en démocratie. "Mais si nous avons un point de vue différent de celui des autorités, la même règle demeure valable, c'est-à-dire que nous marquons notre désaccord".

Signal fort

Ould Daddah a par ailleurs réclamé avec insistance "l'accélération des changements" au niveau des directions des grandes entreprises publiques nationales et de l'administration territoriale, "pour donner aux mauritaniens un signal fort" et montrer que rien ne sera plus jamais comme avant. Comment consolider le nouvel esprit quand la mentalité bien connue sous le régime déchu demeure? quand les hommes au caractère bien trempé dans un système mafieux aux yeux des populations restent sur place? autant de questions auxquelles conduisent forcément le maintien du statu quo actuel. D'où la nécessité de donner un vaste coup de balai dans la fourmière de l'administration territoriale et des entreprises d'état, ces anciennes caisses noires de Ould Taya et du PRDS, qui ont usé et abusé de leurs fonds pendant toutes les batailles électorales depuis une quinzaine d'années.

Le maintien en place de l'administration des entreprises publiques et de l'actuel commandement de l'administration territoriale ne risquent-ils pas de donner aux voleurs enrichis par le système mafieux de Taya une bonne longueur d'avance dans la perspective des prochaines élections et leur ouvrir la porte d'un possible retour au pouvoir?

Scénario tout à fait imaginable à partir du moment où l'ancien chef de l'état ne fait pas l'objet de poursuites judiciaires pour les massacres ethniques commis dans une armée dont il était le commandant suprême et pour les crimes économiques matérialisés par le pillage et le bradage des richesses nationales. L'ancien homme fort de Nouakchott avait même poussé l'audace un peu loin en justifiant les tueries de 1990-91 par "un complot" dans une interview accordée à son ami François Soudan de Jeune Afrique, devenu "l'Intelligent" par la suite.

Le problème de l'absence de débat concernant le statut futur et le rôle de l'armée dans un véritable régime de démocratie dans les grands débats de la transition, son avenir politique après "les échecs" de 1992 et 2003, à la lumière des prochaines consultations électorales, les déboires du PRDS... Sur ce dernier point, Ahmed Ould Daddah est resté sur une attitude prudente: "laisser la justice suivre son cours normal et se prononcer en toute indépendance, loin des pressions" et de toutes considérations et calculs politiques.